

La voix de l'opposition de gauche

Crise au POI, Parti ouvrier indépendant

<http://blogs.mediapart.fr/blog/vincent-presumey>

10.07.2015

Par Vincent Présuméy

Un événement important est en train de se produire, que ses protagonistes veulent discret, privé en quelque sorte, ce qui n'est pas admissible : le Courant Communiste Internationaliste du POI (Parti Ouvrier Indépendant), issu de l'ancien PCI-OCI (Parti Communiste Internationaliste, Organisation Communiste Internationaliste) est en train d'éclater.

Avertissement : l'auteur de cet article l'ayant construit à partir d'informations données par des personnes qui, en même temps, disent ne pas vouloir les donner, peut avoir commis des erreurs factuelles de second plan et en décline la responsabilité. Il sait pertinemment que les protagonistes de ce dont il est question ici ne veulent pas, pour l'instant, que leur conflit soit "connu", et que ceux-ci diront que naturellement, mu par des pulsions malsaines et "ennemi de l'organisation", l'auteur a voulu leur nuire. Il n'en a cure, car il sait pertinemment que la majorité d'entre eux pourront le remercier "d'en" avoir parlé. Car c'est en parlant, au grand jour, que l'on avance ensemble ! Le sens de cet article n'est donc pas d'ébruiter des rumeurs -il s'agit bien de faits étayés- mais de les prévenir et d'en protéger les militants du POI, qui ne manqueront pas de voir les vrais fossoyeurs et autres docteurs es lambertologie venir se délecter de leurs mésaventures : la seule façon de prévenir cela est évidemment la transparence ! La "publicité" au sens non du marché mais de l'expression des idées et des enjeux contradictoires, au sens d'Emmanuel Kant, voilà ce dont tout le monde a besoin !

Si les premiers intéressés par le sujet de cet article souhaitent le critiquer, le contredire, le discuter, par des arguments portant sur le fond politique et sur l'histoire du mouvement social en France depuis 30 ans, en ce moment particulier où ensemble nous sentons bien que "ça ne pourra pas durer", qu'ils en soient remerciés par avance. Le plus tôt sera le mieux.

Nous allons présenter sommairement les faits tels qu'on peut les discerner, mais auparavant répondons à ces deux questions : pourquoi cet événement si discret pour l'instant est-il réellement important et pourquoi est-il inadmissible qu'il reste confidentiel ?

L'évènement est important d'abord parce qu'il ne s'agit pas de n'importe quel courant politique. Le CCI du POI est, quoi qu'on en pense, l'héritier direct du PCI constitué en 1944, section française de la IV^e Internationale dont il a été exclu en 1951 parce qu'il ne voulait pas placer ses militants les plus connus et ses syndicalistes dans le PCF, quitte à se renier, pour participer à la 3^e guerre mondiale dans le camp soviétique.

Cette organisation a été, pour le meilleur et le pire, la plus importante organisation dite « d'extrême-gauche » (une appellation qu'elle n'apprécie pas) dans la seconde partie des années 1970, et de loin, en France.

Surtout, elle était alors celle qui avait l'implantation la plus profonde et la plus prometteuse tant dans les syndicats ouvriers que dans la jeunesse. Par des purges successives attestant d'une

incapacité et d'un refus organique de progresser par la libre discussion, sa propre direction, Pierre Bousset-Lambert en tête, a ruiné, dilapidé, vitrifié ce capital politique.

D'une part, pour le meilleur et le pire là encore, des milliers de militants étaient répandus dans la nature comme par une centrifugeuse, et pour un Jospin et un Cambadélis faisant les choux gras des amateurs d'histoires « lambertistes », on a des milliers des cadres syndicaux, d'intellectuels, de cadres de diverses autres organisations politiques, qui ont irrigué mouvement ouvrier, gauche et intelligentsia françaises.

D'autre part, le noyau central, recroquevillé autour de Pierre Lambert et de Daniel Gluckstein dit Seldjouk, devenait une organisation toujours relativement assez grosse (de 2000 à 3000 membres) mais n'apparaissant plus qu'indirectement, par le truchement de formations prétendant, en ne trompant personne, avoir relevé le défi de la crise du mouvement ouvrier et regrouper « tous ses courants » (sic : le PT, Parti des Travailleurs, puis le POI, Parti Ouvrier Indépendant, disent regrouper les courants « trotskyste », « socialiste », « communiste » et « anarcho-syndicaliste »), tout en occupant des positions importantes dans la CGT-FO avant tout et dans d'autres syndicats. Ces formations sont apparues lors d'élections présidentielles pour faire des scores très faibles, avec les candidatures de Pierre Bousset en 1988, de Daniel Gluckstein en 2002 et de Gérard Schivardi en 2007.

Son orientation politique, à rebours du combat qu'elle avait mené jusqu'à la fin des années 1970 pour le front unique ouvrier contre la V^o République, ses présidents et gouvernements successifs, s'est progressivement réduite à la « défense de la République » (la cinquième ? hé oui, la cinquième !) contre « l'Union Européenne » pour laquelle doit se réaliser « l'unité des travailleurs et des organisations ».

De même, au niveau international, à rebours du combat affirmé par l'OCI jusqu'à la fin des années 1970 pour la « reconstruction de la IV^o Internationale » qui n'excluait pas, mais recherchait (malgré ses limites et contradictions, déjà), la discussion avec les autres courants se réclamant du trotskysme, ce courant a « reproclamé » la « IV^o Internationale » et se présente comme l'étant, entourée (comme le CCI en France est entouré du PT puis du POI) d'une « Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples ».

A rebours du combat mené autrefois pour la révolution à l'Est comme à l'Ouest, contre le mur de Berlin et les frontières existantes, la défense des frontières et des Etats en place contre le seul impérialisme nord-américain est devenue son axe politique, conduisant notamment à une dépendance évidente de l'organisation sœur algérienne, le PT, envers le cœur de l'Etat algérien ...

Nous avons donc affaire, dans une certaine mesure, à un astre mort, une sorte de naine noire dans la typologie stellaire. Mais tout de même de près de 3000 membres dont la pépinière des cadres de FO et une influence croissante dans la CGT, acquise aussi par le maintien de revendications de résistance ouvrière en matière de droit du travail, de services publics, de sécurité sociale et de laïcité. Des militants que l'on croise forcément, et fraternellement, si l'on intervient dans la lutte des classes, la vraie. Par ce dernier aspect le sort de cette organisation est et reste solidaire du devenir du mouvement ouvrier en France. Comme on le verra, la crise violente qui vient de s'y révéler n'est pas étrangère au moment présent de la situation politique et syndicale.

Il ne saurait être accepté, comme le prétendent encore, pour l'instant, les protagonistes des deux fractions en présence, que leur affrontement soit confidentiel. Chacun espère emporter le morceau et les arguments lancés sont loin d'être tous politiques et, quand ils le sont, ils ne brillent pas par une limpidité évidente. Mais il est impossible de tenir au secret une crise qui affecte près de 3000

militants ou adhérents. Ceux qui s'imaginent que par le secret ils préserveront leur organisation des ragots se trompent lourdement, c'est au contraire ainsi qu'ils vont les alimenter. Et c'est criminel : le plus grand besoin des militants ouvriers, c'est le débat, c'est la transparence.

C'est peut-être là le seul point potentiellement positif de cette affaire, mais il est puissant : la libération de la parole et de l'énergie de militants séquestrés depuis des années dans une camisole, dans un frigo, libération qui commence par l'émancipation envers le faux « bolchevisme » bureaucratique de pacotille qui veut que l'on tient la porte fermée sur les « intérêts supérieurs de l'organisation » et que l'on n'adresse pas la parole aux « individus » (terme policier encore usité ...) qu'un jour un membre du bureau politique vous a désignés comme un « ennemi », quand bien même ce membre du bureau politique aura été à son tour excommunié un jour. Les militants du POI sont en général anticléricaux, mais ils ont besoin d'en finir avec le cléricalisme d'appareil, morbide et mortifère.

Bien sûr s'ils lisent cela, surtout sous l'œil d'un « responsable », ils s'estimeront tenus de radoter sur « les ennemis », mais en réalité ils sont capables de devenir adultes, comme quiconque : *sapere aude*, camarades !

Mais pour ainsi les critiquer, les oussiller, il faut les respecter. Il est essentiel de les entendre, d'échanger avec eux : la pire erreur serait de les cataloguer comme des « lambertistes » porteurs de l'essence éternelle du « lambertisme » et de ne rien attendre d'eux. Ceci vaut aussi pour les chefs : même s'ils en ont fait des vertes et des pas mûres, nul n'a une essence éternelle.

Et puis, rappelons que le parti bolchevik jusqu'en 1921 et depuis ses origines n'avait pas de bulletins intérieurs parce que les tendances multiples qui le constituaient s'engueulaient copieusement dans sa presse publique sous les yeux des agents du tsar !

Donc, que se passe-t-il ?

Le vendredi 4 juillet s'est tenu un conseil national du POI en l'absence, pour des raisons que nous ignorons, de ses trois secrétaires nationaux : Daniel Gluckstein, Jean Markun (responsable des mineurs de fer lorrains retraités CGT), Gérard Schivardi. Le compte-rendu de cette réunion dans *Informations Ouvrières* de ce jeudi 9 juillet, qui garde pour la semaine prochaine la publication de la conclusion politique de Marc Gauquelin (Lacaze), rapporte un certain nombre d'interventions très critiques sur le fonctionnement et les pratiques. Ce qui est dit là est connu depuis longtemps, le fait nouveau est le choix de faire s'exprimer et de publier ces critiques. Une commission de préparation du congrès prévu à l'automne, de 12 membres, fut désignée, dont il est dit que « *les trois secrétaires nationaux* » « *sont membres* ».

Le surlendemain lundi 6 juillet paraissaient simultanément trois textes : une déclaration saluant la victoire du NON en Grèce signée du « *secrétariat permanent mandaté par le bureau national du POI du 4 juillet* », une déclaration sur le même sujet signée « *Les secrétaires nationaux du POI : Daniel Gluckstein, Jean Markun, Gérard Schivardi* » (également publiée dans le n° suivant d'*Informations Ouvrières*) et une « *Informations aux membres du bureau national du POI* » de Gérard Schivardi et Jean Markun, protestant contre des « *démarches particulières, en tant que secrétaires nationaux du POI, de la part de membres de la direction du courant CCI* » faisant de D. Gluckstein le « *responsable de toutes les difficultés rencontrées* » et contre un document selon eux calomniateur envers lui, où il serait accusé d'avoir « *attendu son heure pendant 35 ans* » et d'avoir constitué un « *réseau clandestin* ». Les deux secrétaires nationaux disent avoir confiance en D. Gluckstein, se plaignent que le POI soit « *pris en otage* » par un conflit interne au CCI, et posent la question : « *serions-nous revenus au temps des « procès staliniens » ?* » Diable !

Malgré les consignes de silence invoquées parfois par les mêmes camarades (des deux bords) qui font quand même circuler ces documents, il apparaît que le comité central du CCI est divisé entre une majorité de 50 membres avec Marc Lacaze, Dan Moutot, Daniel Schapira, Ulysse, et une minorité de 26 membres avec Seldjouk (Gluckstein), François de Massot (seul rescapé du vieux noyau de Lambert, Just, Renard et Broué ...), Jean-Pierre Raffi ; que le congrès du courant est reporté *sine die*, Seldjouk voulant constituer une tendance officielle, ce que la majorité du CC refuse, que celle-ci a « suspendu » du CC les oppositionnels, lesquels menacent si on ne leur fait pas droit d'une scission de 655 militants (613 à la date du 30 juin) sur 2000 et en fait largement le tiers des forces militantes actives, tout en disant ne pas le souhaiter ; scission qui concernerait le CCI du POI et donnerait théoriquement naissance à un nouveau « courant » dans le POI (les trois autres étant rachitiques et largement fictifs) ainsi transformé en champ de bataille et connaissant, pour la première fois, une vie interne animée !

Le soutien de la totalité du secrétariat national du POI (3 membres sur 3, le quatrième, l'ancien dirigeant de FO Claude Jenet, étant décédé voici quelques mois), le titre de directeur de la publication d'*Informations Ouvrières*, dont le rédacteur en chef, Lucien Gauthier, est de la « majo » du CC, sont autant d'atouts pour D. Gluckstein, avec, probablement, la répartition des finances et des biens, qui bloquent une rupture franche dans un sens ou dans l'autre, à savoir une purge en bonne et due forme, pour l'instant du moins car cet équilibre instable ne semble raisonnablement pas vivable (encore que tout arrive !) : la rupture politique et morale semble consommée.

Reste évidemment la vraie question : quelles sont les divergences politiques ? !

Après la campagne présidentielle de Gérard Schivardi le « *candidat des maires* » en 2007, le PT est devenu POI, ce qui a laissé sceptiques une partie de ses cadres et militants. Une opposition entre Marc Gauquelin (Lacaze), critiquant l'insuffisance d'une politique de front unique notamment syndical, et Daniel Gluckstein, poussant à une affirmation en tant que « parti » constitué, s'est faite jour de manière explicite.

Du point de vue de la psychologie et de l'histoire, tous ceux qui connaissent cette organisation comprendront que Lacaze peut représenter les cadres issus des années 1960-1970 (étudiants à l'époque, puis permanents le reste de leur vie) qui n'ont pas digéré la place de « second » *de facto* de Lambert prise par D. Seldjouk à partir de la fin des années 1980, alors qu'il venait de la LCR et leur était, en général, « supérieur » au plan intellectuel et rhétoricien.

D. Seldjouk a à l'époque joué le rôle clef de gourdin de Lambert dans les trois dernières grandes purges bureaucratiques qu'a connu ce courant, celle conduisant à l'exclusion de Pierre Broué, René Revol et pas mal d'autres (1989), puis celle conduisant à expulser André Lacire (Langevin), Michel Panthou et d'autres (1991), et celle concernant Pedro Carrasquedo et le groupe *La Commune* (1992). L'installation dans la routine du PT et de la « IV^e Internationale reproclamée » s'est ensuivie, une sorte de glaciation générant une vie d'organisation grisâtre, totalement contraire au caractère activiste et flamboyant de la « vieille OCI ». Même ses « purges », locales et circonscrites quoi que tout aussi antidémocratiques (l'exclusion du groupe « CRI », à l'origine de la tendance CLAIRE du NPA, puis celle de la section départementale de l'Yonne) n'ont plus eu ce caractère « radical » marquant toute l'organisation qu'elles avaient autrefois ... jusqu'à maintenant.

Dans ce moment pivot des années 1984-1992, qui commence par l'expulsion du courant de Stéphane Just, se poursuit par la scission du courant Cambadélis vers le PS et se termine par cette ascension de Daniel Gluckstein, celui-ci apparaissait parfaitement comme quelqu'un « tissant sa toile », ainsi que ses adversaires d'aujourd'hui le proclament.

Mais un psychanalyste surtout lacanien, pouvait déjà voir cette lettre volée exhibée qu'était ce magnifique pseudo, Seldjouk : les Seldjoukides sont les sultans turcs qui, à partir du XI^e siècle, ont pris le contrôle du califat abbasside en reléguant le vieux calife dans la posture d'un roi fainéant ! (le vieux calife est mort en 2008, peu avant la conversion du PT en POI).

En gros il semble qu'à partir de là les intérêts politiques liés à la tentative d'affirmer le POI en tant que tel, alors qu'il est et reste relativement invisible, et ceux liés à l'appareil de FO, n'ont pas toujours été identiques. Mais l'invisibilité du POI est dans l'ensemble allé croissant, ce dernier participant de moins en moins aux élections. Toutefois il semble que Gérard Schivardi a une certaine autonomie de parole et jette de temps en temps des pavés dans la marre. Depuis décembre 2014 au moins il répète à qui veut l'entendre et dispose d'un micro qu'il veut se présenter en 2017 et que c'est là la seule possibilité que Marine Le Pen ne soit pas élue car comme elle lui a piqué son programme il pourra le dire publiquement !

A la veille de la grève interprofessionnelle du 9 avril dernier, proposée par FO, appelée également par la CGT, la FSU et Solidaires, sur laquelle direction et militants du POI avaient – à juste titre à condition de ne pas cultiver d'illusions dans les appareils dirigeants - fondé de grands espoirs, Lucien Gauthier en tant que rédacteur en chef d'*Informations Ouvrières* lançait un appel à la tenue d'une grande « assemblée-débat » autour du journal, sans dire un mot du POI, parce que, disait cet appel, « *Une nouvelle situation est en train de s'ouvrir dans notre pays* », en raison des élections départementales, de la grève du 9 avril et de l'accélération de la politique antisociale de Valls et Macron.

Cette assemblée s'est tenue le 9 juin et a incontestablement été un succès, regroupant 900 militants, un millier selon *Informations Ouvrières*, surtout CGT et FO. Le compte-rendu paru dans ce journal le 11 juin donne nettement l'impression qu'il n'y fut pratiquement pas question du POI en dehors de l'intervention de son seul secrétaire national présent, Jean Markun, mise sur le même plan que toutes les autres et qui insiste au contraire sur le thème « *La construction d'un parti ouvrier, c'est important.* » La tonalité de tout le reste de la réunion se résume ainsi : il faut préserver l'indépendance des militants syndicaux envers l'Union Européenne et le gouvernement, il faut construire « *l'appareil politique de la lutte* » (Patrick Hébert, dirigeant FO Loire-Atlantique). A partir de là, il fut appelé à lancer partout des réunions autour d'*Informations Ouvrières*, de fait tournées surtout vers les syndicalistes.

Il y a un problème politique : la dynamique du 9 avril a précisément été cassée par les choix faits par les directions des deux confédérations CGT et CGT-FO, chacune de son côté, alors que la jonction entre ce mouvement naissant et la lutte contre la réforme du collège, ou celle des personnels de l'AP-HP de Paris, était possible et nécessaire, et au final la loi Macron avec ses 49-3 successifs est passée. De cela, de ce problème politique central de l'attitude, non des militants syndicaux en général, mais des directions syndicales, pas un mot ne ressort du compte-rendu de la réunion. Ce n'est pas nouveau de la part d'*Informations Ouvrières* envers FO, mais ceci concerne aussi la CGT dont la direction semble bien protégée par ces camarades en cette période de crise interne et d'exigence de démocratie par les militants syndicaux, justement.

Les problèmes politiques rencontrés sont ceux que nous rencontrons tous. Regrouper les syndicalistes, oui, mille fois oui, mais sur une ligne d'affrontement avec le gouvernement et pas seulement pour le faire « reculer », et dans l'indépendance envers, certes, l'UE, le gouvernement, le MEDEF ... et les directions nationales des syndicats. Ces questions sont en filigranes derrière le conflit ouvert qui a éclaté trois semaines après cette assemblée du 9 juin, mais il ne semble pas, pour autant qu'on sache, qu'à ce stade les protagonistes les aient clairement posées. Plusieurs camarades, des deux bords, consentent à dire que ce qui est en cause est le rapport à FO. Bien sûr,

en précisant : avec la direction de FO. Mais si la discussion politique libre et franche ne se développe pas, les vrais problèmes de la lutte sociale ne seront que dessinés en général, pas posés, les intérêts d'appareil tenant le haut du pavé et interdisant le débat.

Nous en revenons donc à ce point central : la transparence et la libre discussion, ouverte et publique (pas une opération « feu sur le quartier général » comme semble l'avoir vu le conseil national du POI du 4 juillet, mais une vraie discussion libre ou personne n'est bridé). La voie de la liberté, la voie de la démocratie, est la seule issue et la responsabilité de tous est de convaincre nos braves camarades du POI qu'ils ne sont pas plus bêtes que d'autres et que la vie au grand air, pour eux aussi, cela s'impose !

.